

<http://crifrance.com/communiqué/article/a-propos-de-la-manifestation-du-10-novembre-2019>



A propos de la manifestation du 10 novembre 2019

- Communiqué -



Date de mise en ligne : lundi 4 novembre 2019

Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits réservés

Mesdames et Messieurs les députés,

Vous avez signé la tribune "[Le 10 novembre, à Paris, nous disons STOP à l'islamophobie](#)", parue dans les colonnes de Libération le 1er novembre. La Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie salue cette initiative, même si elle n'y était pas associée.

Les mots sous lesquels vous avez apposé vos signatures sont justes. Ils décrivent une prise de conscience que l'islamophobie n'est pas la critique de l'islam ou le débat d'idées. L'islamophobie est une discrimination spécifique, avec son lot d'essentialisations, d'agressions, de discriminations, pouvant également prendre la forme de lois liberticides.

Communiqué à propos du rassemblement du 10 novembre 2019

Les déclarations de bonnes intentions ne suffisent plus et l'heure est à la mobilisation de tous les outils dont la nation dispose pour faire barrage aux discours racistes, aux discriminations qui visent essentiellement les femmes portant le hijab, qui sont exclues de facto de toute vie sociale (études, formation, travail -sauf femmes de ménages-, sport, loisirs ... et même d'être maman en sortie scolaire).

Les discours sur la nécessité de préserver le pacte républicain n'ont aucune portée sans des décisions fortes pour faire cesser le climat de suspicion qui pèse lourdement sur les musulmans réels ou supposés. Qui plus est, une partie de ce discours s'est traduit par une normalisation de la délation jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, des dispositifs de surveillance qui ont conduit à la criminalisation des pratiques religieuses pourtant garanties par la Constitution et les traités internationaux, et une haine sur les réseaux sociaux, que notre association a modestement collecté et transmis au ministère de l'intérieur.

Enfin, pour dire stop à l'islamophobie efficacement, le législateur que vous êtes dispose de l'arme la plus puissante dans un État de droit : la loi.

En effet, Mesdames et Messieurs les députés, marcher le 10 novembre contre l'islamophobie est certainement un bien pour la prise de conscience citoyenne, mais se donner les moyens d'assurer les libertés fondamentales est un enjeu politique supérieur.

Par conséquent, nous attendons du législateur et des représentants politiques un engagement fort sur les points suivants :

- criminaliser réellement et faire cesser les discours incitant à la haine des musulmans (les condamnations morales ne suffisent pas) ;
- criminaliser l'islamophobie au même titre que l'homophobie et l'antisémitisme, comme étant une circonstance aggravante dans les affaires de droit commun ;
- encadrer les pratiques des administrations françaises afin qu'elles ne débordent pas du cadre juridique existant en réaffirmant que le principe de laïcité concerne l'état et non les citoyens ;

A propos de la manifestation du 10 novembre 2019

- ré évaluation de la loi du 15 mars 2004 par une commission spécialisée, au vu de ses effets attendus et réels, et des objectifs profonds de la laïcité.

Mesdames et messieurs les députés, il est temps de prendre vos responsabilités devant l'Histoire et devant le pays, et de répondre aux attentes des citoyens par un engagement qui fera date.

Cordialement, **Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie**

[Le 10 novembre, à Paris, nous disons STOP à l'islamophobie](#)